



# Assemblée générale

Cinquantième session

33<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 18 octobre 1995, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Freitas do Amaral . . . . . (Portugal)

*La séance est ouverte à 10 h 20.*

## Point 10 de l'ordre du jour (suite)

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

#### Rapport du Secrétaire général (A/50/1)

#### Projet de résolution (A/50/L.5)

**M. Arcilla** (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) :

Je voudrais d'abord exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et lui rendre hommage pour son rapport complet (A/50/1) et pour les diverses démarches qu'il a entreprises et poursuivies pour renforcer davantage l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et de son Secrétariat.

Durant 50 ans, l'ONU — de façon générale — a fait de son mieux pour agir efficacement et de façon opportune pour répondre aux nombreuses exigences contemporaines. Elle a répondu avec créativité et un sens de l'innovation en dépit de contraintes sévères, y compris des ressources financières en diminution. Une attention considérable a été accordée à la diplomatie préventive et au règlement des conflits. Diverses initiatives importantes, y compris celles liées à la recherche de la paix en Angola et au rétablissement de la démocratie en Haïti, ont été correctement soutenues par l'Organisation.

L'Organisation des Nations Unies a également assuré la mise en oeuvre de nombreuses mesures de consolidation de la paix après les conflits. Il faut noter l'aide apportée à la tenue d'élections et aux opérations de déminage dans divers pays. De même, l'Organisation a entrepris avec succès un certain nombre d'opérations de maintien de la paix, en dépit du fait que le besoin de tels mécanismes de soutien s'est accru en nombre et est devenu de plus en plus complexe ces dernières années.

Dans les domaines du développement et de l'action humanitaire, l'Organisation — par le biais soit de son propre Département des services d'appui et de gestion pour le développement, soit des divers organes, institutions et organismes des Nations Unies, comme le Programme des Nations Unies pour le développement ou le Fonds des Nations Unies pour la population, et les commissions régionales — a élaboré et mis en oeuvre diverses activités de coopération technique, en dépit de contraintes financières. Le nombre de projets de coopération technique de l'Organisation et les demandes visant des projets efficaces et exécutés en temps opportun se sont considérablement accrus au cours des années.

L'Organisation a également entrepris diverses activités de suivi opérationnel dans la mise en oeuvre de décisions et d'accords issus de diverses conférences internationales, y compris la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence internationale sur la population et le développement et le Sommet mondial pour le développement social.

Les pays en développement attendent davantage de l'Organisation, conformément aux divers accords et instruments internationaux conçus pour soutenir leurs efforts en vue d'une croissance et d'un développement durables, et pour s'attaquer en particulier à l'élimination de la pauvreté et aux besoins urgents des couches les plus vulnérables de leur population.

La globalisation de l'économie mondiale et l'interdépendance croissante entre les nations ont également apporté de nouveaux défis et de nouvelles possibilités, ainsi que des risques et des incertitudes pour l'avenir de l'économie mondiale, et en particulier pour les perspectives de développement des pays en développement. L'Organisation doit répondre à ces nouveaux défis et à ces nouvelles possibilités en fournissant l'aide nécessaire au renforcement de son rôle dans la formulation des orientations appropriées sur les questions de développement et les problèmes économiques au niveau international, ainsi qu'en veillant à ce que les mesures nécessaires de suivi opérationnel soient prises.

Évidemment, mon intervention d'aujourd'hui ne peut couvrir tous les sujets d'importance figurant dans le rapport. Nous ne pouvons que souligner certains de ses éléments essentiels, et éventuellement insister sur les blocages qui empêchent l'Organisation d'apporter sa contribution optimale aux États Membres.

À diverses occasions, le Secrétaire général a porté à notre attention la situation financière de l'Organisation. Le rapport souligne à nouveau clairement le fait que l'ONU fait aujourd'hui face à de très sérieux problèmes financiers. Il précise les indices de la gravité de la situation financière actuelle, y compris les millions de dollars dus aux gouvernements qui ont fourni des contingents et du matériel aux opérations de maintien de la paix. Le rapport indique que :

«Une telle situation est manifestement injuste.»  
(A/50/1, par. 32)

Il est troublant de noter qu'en dépit de notre prise de conscience collective du problème — comme l'indique la résolution 41/213 de l'Assemblée générale — et de la nécessité de nous acquitter de nos obligations financières rapidement et intégralement, nous n'avons pu agir de façon décisive sur le problème du manque constant de liquidités à l'ONU. Ma délégation demande donc une nouvelle fois aux États Membres concernés, en particulier au plus important contributeur, de faire tout leur possible pour payer leur dû inconditionnellement, intégralement et en temps voulu.

Nous saluons les initiatives prises par le Secrétaire général pour rationaliser l'Organisation afin d'en faire une institution plus focalisée et plus intégrée et nous appuyons les efforts qu'il déploie pour accroître son efficacité. La «réduction» a été mise en oeuvre et continuera au cours des prochaines années, comme cela est déjà reflété dans le budget pour l'exercice 1996-1997 et dans divers organes, organismes et institutions des Nations Unies.

Cependant, nous tenons à rappeler qu'une institution ne peut réaliser de véritables réformes que dans un cadre politique qui lui permette de remplir pleinement son mandat. Lorsque nous parlons de réformes, il nous faut déterminer clairement les principes qui sous-tendent l'objectif que nous souhaitons atteindre. Nous devons parler sans équivoque des efforts à faire pour aboutir à des économies et à l'efficacité dans l'accomplissement des mandats des organes, organismes et institutions du système des Nations Unies, et non pas d'efforts qui risqueraient de compromettre l'exécution des programmes efficaces et de se substituer aux mesures destinées à renforcer de façon significative le rôle de l'ONU dans le développement.

C'est pourquoi notre organisation doit faire une pause et évaluer l'impact que peuvent avoir, sur ses mandats, les pratiques de rationalisation. Nous avons besoin de savoir où nous en sommes et de procéder avec prudence en ce qui concerne les autres mesures qui y sont liées.

Avant de terminer, qu'il me soit permis, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, de communiquer l'avis du Groupe sur le projet de résolution figurant dans le document A/50/L.5. Nous notons que ce projet de résolution sera examiné au titre du point 119 de l'ordre du jour intitulé «Plan des conférences», question dont l'Assemblée générale a confié l'examen à la Cinquième Commission. Après étude minutieuse et approfondie du rapport du Comité des conférences, le Groupe des 77 et la Chine estiment que le contrôle et la réduction de la documentation font partie intégrante des résolutions adoptées par l'Assemblée générale au titre de ce point. Le Groupe des 77 et la Chine examineront donc attentivement les éléments du projet de résolution A/50/L.5 à la Cinquième Commission dans le cadre plus large du point de l'ordre du jour intitulé «Plan des conférences».

**M. Tejera-París** (Venezuela) (*interprétation de l'espagnol*) : Le rapport du Secrétaire général (A/50/1) constitue le meilleur résumé des succès, des réalités et des déceptions de notre Organisation. Mon gouvernement est fermement convaincu que l'Organisation des Nations Unies,

renforcée par un bilan incontestablement positif de l'ensemble des activités du système, continue d'être extrêmement utile. C'est pourquoi l'action du Secrétaire général et du Secrétariat mérite toute notre reconnaissance et notre appui.

La gamme des sujets traités par le Secrétaire général est si vaste et si diversifiée qu'elle retiendra sans aucun doute l'attention particulière des différents conseils, comités, groupes de travail et groupes d'experts. Nous espérons que cela se traduira par des conclusions à la fois originales et pratiques, plutôt que par des redites, de longs documents et d'interminables discours.

En ce qui concerne les réformes, il va falloir nous concentrer davantage sur l'amélioration des systèmes et des méthodes, et sur la dynamique du fonctionnement de l'Organisation plutôt que sur des réformes essentiellement structurelles, ou, pis encore, une modification de pure forme des organigrammes. Mon expérience m'a enseigné que la répétition des discours et des résolutions, loin de favoriser leur mise en oeuvre, dilue et émousse la volonté d'agir. L'un des principaux objectifs de la réforme envisagée pour notre Organisation est de réduire au maximum le fossé existant entre l'adoption d'une résolution et sa mise en oeuvre. À cet égard, rien ne peut être plus utile que de débroussailler le chemin en évitant des résolutions, des documents et des discours répétitifs alourdissant des discours ou des études déjà effectués, et de simplifier, dans la mesure du possible, la tâche du nouveau Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies. En ce qui concerne le bien-fondé et le fonctionnement de ce groupe de travail, ma délégation a déjà donné son point de vue et espère intervenir à nouveau lorsque le rapport du Secrétaire général sera soumis à notre examen, comme l'a suggéré ma délégation en juillet dernier.

Il peut sembler superflu d'insister sur les aspects administratifs plutôt que sur les objectifs politiques. Toutefois, rien n'est plus dangereux pour une institution que de mettre en péril son prestige et sa force morale en donnant l'impression qu'elle est plus portée sur le verbe que sur l'action. Tout en appuyant les efforts entrepris par le Secrétariat pour améliorer son fonctionnement et réduire ses dépenses, je dois faire remarquer que, au fond, la réforme des Nations Unies est notre propre réforme, celle des gouvernements et de leurs délégations, et qu'elle doit se traduire par une économie de paroles et un renforcement des finances de l'Organisation.

Ma délégation a déjà évoqué la réforme du Conseil de sécurité. Depuis 1945, nos positions sont connues, et elles n'ont pas varié. Quant au Conseil de tutelle, nous pensons qu'il peut demeurer tel quel, conformément à la Charte, sans coûts supplémentaires.

Cependant, nous devons insister, aujourd'hui, tout particulièrement sur la nécessité de renforcer le Conseil économique et social. D'autres délégations ont déjà fait, à ce sujet, des observations auxquelles nous souscrivons, et mon gouvernement est disposé à oeuvrer activement pour réorienter l'Organisation des Nations Unies, et l'ensemble de son système, vers leur principal objectif préventif : l'amélioration de la condition humaine. Nous devons à tout prix attaquer à la racine les causes sociales et économiques de l'inégalité, de l'oppression et des conflits armés. Nous devons désarmer le monde, contrôler la fabrication d'armes, et progressivement mais implacablement, mettre un frein au trafic des marchands de la mort.

Nous devons appliquer les principes de la Charte des Nations Unies. Nous devons respecter la souveraineté et les vues des États. Il est tout à fait louable de prendre des initiatives d'ordre militaire et économique pour éviter ou enrayer des conflits, mais il est indispensable de s'assurer, en premier lieu, qu'il existe bien chez les parties une volonté d'accepter la médiation.

Mon gouvernement a également toujours insisté sur le fait que nous devrions poursuivre les instigateurs de la corruption commerciale ou administrative, intensifier la lutte contre le fléau que constituent les stupéfiants et mettre en garde les économies nationales contre le flux et le reflux violents des investissements de papier et la spéculation débridée et incontrôlée.

Les Nations Unies doivent continuer de tout mettre en oeuvre pour promouvoir et renforcer la démocratie sous tous ses aspects, politique, économique et social. Elles doivent promouvoir toujours davantage la justice sociale. Grâce à des objectifs clairs et concrets et avec un personnel doté d'une efficacité et d'un prestige renforcés, notre Organisation progressera rapidement au cours des années à venir, et, ainsi, les peuples pourront contribuer plus substantiellement aux finances et aux efforts des Nations Unies.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent intervenir dans l'exercice de leur droit de réponse.

Je rappelle aux Membres que les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10

minutes pour la première intervention et à 5 minutes pour la deuxième et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

**M. Surie** (Inde) (*interprétation de l'anglais*) : Une fois de plus, c'est avec un grand regret que ma délégation doit prendre la parole pour exercer son droit de réponse à la déclaration faite hier par le représentant du Pakistan. Cette déclaration semble faire partie d'une litanie bien orchestrée et intentionnelle de mensonges, de demi-vérités et d'interprétations sélectives d'événements et de faits.

Fidèle à son style et dans la logique de la pratique du passé, le représentant du Pakistan a choisi de dénaturer et de citer de manière sélective ce que le Secrétaire général a déclaré dans son rapport sur l'activité de l'Organisation de 1995. Le Gouvernement indien a pris bonne note de la section du rapport du Secrétaire général relative à l'Inde et au Pakistan, dans laquelle il indique que l'Inde et le Pakistan se sont déclarés résolus à régler pacifiquement la question conformément aux dispositions de l'Accord de Simla de 1972. Le Gouvernement indien reste pleinement attaché à cette position, et il continuera de déployer des efforts pour relancer les pourparlers bilatéraux; plusieurs propositions ont été faites dans ce sens au Gouvernement pakistanais. L'engagement du Gouvernement pakistanais à se conformer à l'Accord de Simla, d'autre part, semble clairement poser des questions.

Le Secrétaire général fait également allusion aux incidents violents signalés dans le Jammu-et-Cachemire. Je dois insister sur le fait que ces incidents sont entièrement imputables au Pakistan qui donne son appui au terrorisme, au militarisme et à l'extrémisme par-delà la ligne de cessez-le-feu. Je doute que l'Assemblée ait besoin de nouvelles preuves de ces faits, qui sont de notoriété publique et qui sont bien établis.

En dépit de nombreuses provocations de la part du Pakistan, les forces de sécurité de l'Inde ont fait preuve d'une très grande retenue. La paix et la sécurité ne sont aucunement menacées dans la région située en bordure du côté indien de la ligne de cessez-le-feu, ni du côté de la frontière internationale.

Le Gouvernement indien espère que le Gouvernement pakistanais fera preuve de sincérité afin de trouver une solution pacifique en s'abstenant de promouvoir le terrorisme par-delà la ligne de cessez-le-feu et en revenant à la table des négociations pour participer à un dialogue positif, comme le demande instamment le Secrétaire général dans son rapport sur l'activité de l'Organisation.

Il est paradoxal que le Pakistan fasse constamment allusion à l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est le Pakistan qui a le premier violé lesdites résolutions de façon à empêcher leur application à l'époque, en refusant de mettre fin à l'agression dont il était responsable à Jammu-et-Cachemire : c'est un fait historique. Comme ma délégation l'a déclaré précédemment en plusieurs occasions, les résolutions du Conseil de sécurité ne peuvent être appliquées selon le bon vouloir du Pakistan et selon ses conditions.

L'Inde demeure attachée à un dialogue bilatéral conformément aux dispositions de l'Accord de Simla. Dans son rapport sur l'activité de l'Organisation de 1995, le Secrétaire général indique que l'Inde et le Pakistan se sont déclarés résolus à respecter la ligne de cessez-le-feu et à régler pacifiquement leur différend conformément aux dispositions de l'Accord de Simla de 1972. Que le Pakistan fasse preuve de sincérité à l'égard des accords qu'il a signés et à l'égard de la cause de la paix et du bon voisinage en cessant d'appuyer le terrorisme en Inde et en reprenant le chemin du dialogue bilatéral et pacifique qu'il s'est engagé à suivre aux termes de l'Accord de Simla.

L'État de Jammu-et-Cachemire fait partie intégrante de l'Inde. Cela est et reste un fait immuable. Le seul obstacle à la paix à Jammu-et-Cachemire c'est le terrorisme — dirigé, financé et appuyé par-delà la frontière. La seule solution au problème passe par la cessation de l'agression du Pakistan et la restitution à l'Inde de la partie de Jammu-et-Cachemire sous occupation étrangère depuis 1947.

Cette réponse entraînera encore sans aucun doute un autre flot d'allégations dénuées de fondement et de déformations des faits de la part du représentant du Pakistan. Je n'ai pas l'intention de gaspiller davantage le temps précieux de cette assemblée en insistant pour exercer une seconde fois mon droit de réponse.

**M. Kamal** (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Je suis surpris par la diatribe acerbe du représentant de l'Inde dirigée contre le Pakistan. Dans notre intervention d'hier, nous avons fait allusion au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation. Dans notre déclaration nous avons présenté les faits suivants.

Dans son rapport, le Secrétaire général fait état des incidents violents signalés à Jammu-et-Cachemire et déclare que les relations entre l'Inde et le Pakistan se sont encore détériorées. Est-ce que l'Inde peut le nier?

Le Secrétaire général souligne l'urgence de la recherche d'une solution politique grâce à un dialogue positif. Est-ce que les Indiens nient cela?

Le Secrétaire général réitère son offre d'assistance pour faciliter la recherche d'une solution durable. Est-ce que les Indiens nient cela?

Dans notre déclaration, nous avons dit que le Pakistan avait accepté l'offre de bons offices du Secrétaire général et que le Gouvernement indien ne l'avait pas acceptée. Est-ce que les Indiens nient ces faits?

Afin de prouver que les allégations d'ingérence du Pakistan dans les affaires du Cachemire lancées par l'Inde sont réellement dénuées de fondement, le Pakistan a fait, à plusieurs reprises, des offres en vue de l'établissement d'un mécanisme neutre le long de la ligne de cessez-le-feu. L'année dernière, nous avons proposé que le nombre des observateurs du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan soit augmenté pour que puissent être vérifiées les prétendues informations faisant état de mouvements à travers la frontière. L'Inde a rejeté ces offres sincères. Est-ce que les Indiens nient ce fait?

Dans notre déclaration, nous avons dit que 600 000 soldats indiens avaient été déployés au Cachemire pour monter une campagne de terrorisme d'État contre les civils cachemiriens innocents. Est-ce que les Indiens contestent le déploiement de ces forces?

Dans notre déclaration, nous avons cité des faits se rapportant aux massacres, aux tueries, aux détentions arbitraires, aux exécutions sans jugement, aux incendies volontaires et à la pratique du viol auxquels on a recours en tant qu'instrument de guerre. Ces faits ont été prouvés, documents à l'appui, par des organisations de droits de l'homme impartiales. Est-ce que les Indiens nient cela et laissent entendre que tous ces rapports concernant des cas de violation massive des droits de l'homme à Jammu-et-Cachemire ne sont que des hallucinations?

Peuvent-ils nier que leurs forces d'occupation ont brutalement tué plus de 50 000 Cachemiriens assiégés au cours des cinq dernières années?

Dans son rapport, le Secrétaire général fait allusion à la diplomatie préventive, aux mécanismes d'alerte rapide, à la diplomatie discrète, à la prévention des conflits, au rétablissement de la paix, au maintien de la paix et à la consolidation de la paix. C'est dans ce contexte que le

Pakistan a demandé instamment au Secrétaire général de redoubler d'efforts pour faciliter la recherche d'une solution pacifique du différend relatif à Jammu-et-Cachemire. Est-ce que les Indiens nient la validité de ces mécanismes dans les relations entre États, comme l'a suggéré le Secrétaire général lui-même?

Le Secrétaire général, dans son rapport de 1994, déclare que les relations entre l'Inde et le Pakistan sont toujours assombries par leur différend sur Jammu-et-Cachemire, l'un des plus vieux conflits non résolus demeurant à l'ordre du jour des Nations Unies. Est-ce que les Indiens nient ce fait douloureux, à savoir que le non-règlement du différend de Jammu-et-Cachemire pendant les 48 dernières années a empoisonné les relations entre l'Inde et le Pakistan?

Est-ce que les Indiens nient que l'État de Jammu-et-Cachemire est un territoire contesté, reconnu comme tel par l'ONU? Dans l'affirmative, on se demande pourquoi le Ministre des affaires étrangères de l'Inde a publié une déclaration à la veille de sa visite à l'Assemblée générale le mois dernier sur la nécessité d'une reprise du dialogue interrompu entre l'Inde et le Pakistan.

Est-ce que l'Inde nie le fait que le Conseil de sécurité, dans ses résolutions, a clairement prévu que l'avenir de Jammu-et-Cachemire sera décidé conformément aux souhaits du peuple cachemirien exprimés par le biais d'un plébiscite libre et impartial? Est-ce que l'Inde rejette ce mécanisme, et rejette par là même les résolutions des Nations Unies?

Ce que dit le Pakistan c'est que la situation de paix et de sécurité entre l'Inde et le Pakistan se détériore rapidement à cause du différend concernant l'État de Jammu-et-Cachemire, et que l'agression incessante fomentée par les forces d'occupation contre le peuple sans défense du Cachemire en est la raison. Est-ce que l'Inde conteste qu'il faut mettre fin à la répression au Cachemire et engager un dialogue de fond pour régler la question de Jammu-et-Cachemire?

Les preuves qui existent contre l'Inde sont irréfutables et accablantes. Nous sommes las de la litanie indienne selon laquelle le Cachemire fait partie intégrante de l'Inde. Le Cachemire n'a jamais fait partie intégrante de l'Inde. L'annexion de Jammu-et-Cachemire par l'Inde était frauduleuse. Toutes les mesures prises par l'Inde pour annexer Jammu-et-Cachemire, y compris l'élection d'une «assemblée constituante», ont toutes été rejetées par le Conseil de sécurité.

Récemment, l'Inde s'est lancée dans un autre refrain absurde de son argumentation. Elle dit que le Cachemire est une partie inaliénable de l'Inde. Voilà qui est paradoxal si l'on songe que les dirigeants indiens savent parfaitement que le peuple cachemirien est complètement isolé de l'Inde. Voilà pour le mot «inaliénable» choisi par la partie indienne.

Nous en avons assez aussi des allégations de l'Inde, qui accuse le Pakistan de terrorisme. Combien de temps encore l'Inde va-t-elle réussir à dissimuler l'odieuse vérité : l'Inde est aujourd'hui le plus grand État terroriste du monde. L'Inde se livre au terrorisme, non seulement à Jammu-et-Cachemire, mais dans tous les États voisins. Il y a quelque temps, des terroristes indiens ont tué des centaines de gens au Pakistan. L'Inde parraine, commandite et exporte le terrorisme dans les États voisins. L'Inde occupe illégalement le Cachemire, et a annexé le Sikkim et dévoré Hyderabad et Junagadh. Cela c'est du terrorisme — un terrorisme d'État dans ses pires manifestations.

L'Inde parle d'un dialogue bilatéral avec le Pakistan. Lorsqu'elle s'assoit à la table des négociations, elle refuse de parler de Jammu-et-Cachemire prétextant que cet État fait partie de l'Inde. L'Inde sait qu'au cours des 23 dernières années, elle n'a jamais parlé au Pakistan des aspects de fond de la question du Cachemire. Si l'intervention du Secrétaire général des Nations Unies et le déclenchement des mécanismes des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends sont devenus absolument indispensables dans le cas de Jammu-et-Cachemire, c'est en raison de l'entêtement de l'Inde. Si on tolérât les machinations de l'Inde, toute la région s'enflammerait, et le génocide systématique des Cachemiriens prendrait la tournure tragique d'une solution finale.

Le Gouvernement indien voudrait donner l'impression que la paix et la tranquillité règnent dans la région et que la seule aberration, c'est l'ingérence du Pakistan à Jammu-et-Cachemire. Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan a signalé des violations du cessez-le-feu à travers la ligne de cessez-le-feu. La vallée de la Neelam, dans l'Azad-Cachemire, est complètement isolée à cause des tirs incessants de l'Inde, ce qui a provoqué une crise humanitaire pour 100 000 Cachemiriens.

Or l'Inde essaie de faire croire à l'Assemblée que la situation au Cachemire est normale. Le Secrétaire général, au cours de sa visite en Inde et au Pakistan l'année dernière, a exprimé sa crainte que l'escalade de la situation au Cachemire n'entraîne un accident. Les craintes du

Secrétaire général sont toujours valables; de fait, elles sont plus réelles qu'il y a un an.

Nous demandons instamment à l'Inde de mettre un terme à sa répression au Cachemire, de reconnaître le droit légitime du peuple cachemirien à l'autodétermination et d'accepter une solution durable au différend de Jammu-et-Cachemire, conformément aux mécanismes prévus par les Nations Unies et le Conseil de sécurité.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le cadre du débat sur cette question.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les Membres que l'auteur du projet de résolution A/50/L.5, ayant estimé que la question faisant l'objet du projet de résolution relève de la compétence de la Cinquième Commission, a décidé de présenter le projet de résolution à la Cinquième Commission au titre du point 119 de l'ordre du jour, intitulé «Plan des conférences».

#### **Point 120 de l'ordre du jour** (*suite*)

#### **Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies**

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres de l'Assemblée générale que le Secrétaire général a reçu une lettre l'informant que le Mali a effectué le versement nécessaire pour ramener le montant de ses arriérés en deçà de la limite spécifiée à l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend bonne note de cette information?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Programme de travail**

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais faire une brève remarque à propos de la réunion extraordinaire de l'Assemblée générale à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation. Afin d'as-

surer le déroulement harmonieux et dans les temps des débats, j'ai envoyé à toutes les délégations une lettre, datée du 16 octobre 1995, pour leur demander d'aider à faire en sorte que les discours ne dépassent pas le temps prévu.

Comme les membres le savent, l'Assemblée générale a décidé que chaque orateur disposerait de cinq minutes pour prononcer une allocution au cours de la réunion commémorative extraordinaire prévue les 22, 23 et 24 octobre. Je suis conscient qu'il sera peut-être difficile de respecter cette limite, mais je tiens à souligner que la cérémonie risque d'être sérieusement perturbée si cette limite n'est pas strictement respectée. Si, par exemple, chaque orateur parle durant sept minutes au lieu de cinq, nous aurons six heures et demie supplémentaires de discours.

C'est la raison pour laquelle j'engage toutes les délégations à faire savoir, en mon nom, à leurs chefs de délégation que la limite des cinq minutes doit être rigoureusement observée. Sinon, je pourrais être obligé, contre mon gré, d'interrompre l'orateur et de lui demander de terminer son discours. Comme les Membres peuvent l'imaginer, je préférerais ne pas avoir à le faire, par respect pour tous les chefs d'État ou de gouvernement et les autres dignitaires qui honoreront les Nations Unies de leur présence.

Je serais reconnaissant aux Membres de leur sincère coopération en la matière.

### Point 3 de l'ordre du jour (*suite*)

#### Pouvoirs des représentants à la cinquantième session de l'Assemblée générale

##### b) Premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/50/559)

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution recommandé par la Commission de vérification des pouvoirs au paragraphe 10 de son premier rapport (A/50/559) se lit comme suit :

«L'Assemblée générale,

Ayant examiné le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure,

Approuve le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.»

Nous allons maintenant examiner le projet de résolution recommandé par la Commission de vérification des pouvoirs au paragraphe 10 de son premier rapport.

Je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran pour une explication de vote avant le vote.

**M. Abolhassani Shahreza** (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation tient à dire qu'elle a des réserves à propos du paragraphe 4 du premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, contenu dans le document A/50/559, en ce qui concerne les pouvoirs d'Israël.

En conséquence, et conformément à la position de mon gouvernement sur la question, ma délégation entend se dissocier de la partie du rapport où il est question de l'approbation des pouvoirs d'Israël.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant nous prononcer sur la recommandation de la Commission de vérification des pouvoirs qui figure au paragraphe 10 de son premier rapport (A/50/559). La Commission de vérification des pouvoirs a adopté ce projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

*Le projet de résolution est adopté (résolution 50/4).*

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, qui souhaite expliquer la position de sa délégation sur la résolution qui vient d'être adoptée.

**M. Amer** (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Le fait que la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne ne s'est pas opposée au rapport de la Commission de vérification des pouvoirs contenu dans le document A/50/559 ne signifie en aucun cas qu'elle reconnaisse les pouvoirs de la délégation israélienne.

En dépit de l'évolution récente de la question palestinienne, on ne peut en aucun cas considérer ce qui se passe actuellement comme pouvant constituer le fondement d'une solution globale et durable. Seule la pleine reconnaissance des droits du peuple palestinien, à commencer par son droit au retour dans sa patrie, son droit à l'autodétermination et son droit de créer en Palestine un État démocratique, dont Al Qods serait la capitale et où Arabes et Juifs vivraient dans l'égalité et la justice, peut conduire à une solution.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur souhaitant expliquer sa position.

Nous avons ainsi achevé ce stade de notre examen du point 3 b) de l'ordre du jour.

### Point 36 de l'ordre du jour

#### **Célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale : projet de résolution (A/50/L.3)**

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront qu'en vertu du paragraphe 3 de la résolution 49/25 du 2 décembre 1994, l'Assemblée générale a décidé de tenir le 18 octobre 1995 une séance solennelle à la mémoire des victimes de la guerre.

À cet égard, l'Assemblée est saisie d'un projet de résolution publié sous la cote A/50/L.3.

Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie qui va présenter le projet de résolution.

**M. Lavrov** (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : La présente séance solennelle est consacrée à ce qui est certainement la date la plus mémorable et la plus significative de ce siècle, qui a eu un effet important sur toute l'évolution ultérieure de la communauté internationale et de la politique mondiale.

La fin, il y a 50 ans, de la seconde guerre mondiale, est à jamais gravée dans la mémoire des hommes comme l'un des événements les plus tragiques et, en même temps, les plus heureux. Nous déplorons aujourd'hui la mort de millions de personnes et les souffrances indicibles d'êtres humains, dont les échos se répercutent encore aujourd'hui. Mais, en même temps, nous sommes fiers de l'humanité, qui a réussi, après avoir uni ses efforts, à remporter la plus grande victoire historique sur les forces de destruction, d'oppression et de négation de la dignité des hommes.

La leçon principale de cette expérience marquante est évidente — la survie et l'épanouissement du monde passent par la cohésion et les efforts collectifs de toutes les forces constructives et par le règlement décisif des divergences mineures au nom de nos intérêts et de nos objectifs communs supérieurs.

En célébrant aujourd'hui cet anniversaire, nous pouvons dire à juste titre que la voie difficile suivie par la communauté internationale ces 50 dernières années lui a permis de tirer un trait sur les conséquences de la seconde guerre mondiale, de tourner cette triste page de l'histoire et d'orienter ses espoirs vers l'avenir. Comme nous le savons tous, c'est dans le passé et dans le présent que l'avenir plonge ses racines.

Le monde d'aujourd'hui conjugue de façon dialectique les périls et les menaces. Il est confronté à l'instabilité et au risque de nouveaux bouleversements mondiaux mais il favorise en même temps la croissance d'un système de relations internationales essentiellement nouveau et différent reposant sur le non-affrontement. Grâce à des efforts multilatéraux toujours plus actifs pour affronter les défis communs, les principes fondamentaux d'un tel système sont plus clairement évidents. Celui-ci se fonde sur l'équilibre des intérêts, une coopération équitable et le partenariat de différents États et institutions internationales, l'inadmissibilité de l'émergence de nouvelles lignes de division et le recours à des méthodes coopératives pour traiter les problèmes liés à la sécurité et au développement.

Nous avons en outre un instrument unique en son genre pour avancer vers un nouvel ordre international — l'Organisation des Nations Unies, organisation née des cendres de la guerre mondiale afin de préserver les générations futures du fléau de nouvelles guerres et de nouveaux conflits.

Se fondant sur l'expérience et les leçons de la seconde guerre mondiale et sur les traditions et les idéaux de la coalition antihitlérienne, et combinant la volonté politique et les efforts des États et des nations, la communauté internationale est suffisamment forte aujourd'hui pour réaliser cette tâche maîtresse consacrée dans la Charte des Nations Unies.

Pour réaffirmer leur intention de continuer à apporter une contribution pratique active à la réalisation de cet objectif, les États membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) ont présenté un projet de résolution (A/50/L.3), intitulé «Célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale», et son annexe, «Déclaration pour la célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale».

Dans la Déclaration, nous rendons hommage à la mémoire des victimes de la seconde guerre mondiale et, nous souvenant avec reconnaissance de ceux qui se sont battus contre la dictature, l'oppression, le racisme et



l'agression, nous soulignons en particulier que nous devons absolument faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme aux conflits armés en cours, prévenir l'apparition de nouveaux conflits, et surmonter les injustices politiques, économiques et sociales.

Les États du monde sont exhortés :

«À réaffirmer leur engagement de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies; à redoubler d'efforts pour mettre un terme à tous les conflits et préserver les générations futures du fléau de nouvelles guerres et de la haine raciale, notamment en tirant des enseignements des conflits passés; à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, ainsi que l'accès de tous à la culture; à s'attacher à créer des conditions propices au progrès général de l'humanité, dans le cadre d'une liberté accrue.» (A/50/L.3, par. 5)

Nous sommes heureux de constater qu'un groupe important de Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont portés coauteurs de ce projet de résolution.

Les auteurs, qui comprennent en outre maintenant Chypre, la Croatie, la Mongolie, le Nigéria, la Norvège, le Pérou, la République de Corée, la République tchèque et l'Uruguay, espèrent que le projet de résolution et la Déclaration y annexée seront adoptés par consensus par l'Assemblée générale.

**M. Yáñez-Barnuevo** (Espagne) (*interprétation de l'espagnol*) : L'année 1995 marque le cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, la guerre la plus dévastatrice qu'ait jamais connue l'humanité. L'Union européenne, avec la Bulgarie, Chypre, la Hongrie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Roumanie, au nom desquelles j'ai l'honneur de parler, estiment qu'il est particulièrement approprié qu'aujourd'hui les États Membres de l'ONU reconnaissent tout particulièrement les sacrifices considérables entraînés par la guerre.

Les horreurs de la seconde guerre mondiale et les immenses souffrances qu'elle a causées à des millions de personnes sont encore très vivaces dans l'esprit des peuples d'Europe, s'agissant non seulement des soldats, marins et aviateurs de tous les continents qui ont perdu leur vie dans la bataille, mais également des civils innocents qui ont péri dans leurs foyers et, en particulier, des millions d'hommes,

de femmes et d'enfants qui sont morts dans les camps d'extermination. Le rappel des atrocités de l'holocauste commises contre les communautés juives dans toute l'Europe restera une mise en garde impérissable contre tout type d'idéologies totalitaires et racistes.

Nous commémorons aujourd'hui toutes les victimes de la guerre d'une façon qui devrait aller bien au-delà du souvenir de ceux qui ont perdu la vie, la santé ou leurs biens au cours des années de conflit. Nous devrions aller bien au-delà de la douleur que nous ressentons pour des millions qui ont tant souffert. Nous devrions conserver pour les générations futures le souvenir ineffaçable de toutes les victimes en honorant aujourd'hui les hommes et les femmes qui ont lutté pour recouvrer la dignité de l'être humain. Ils sont une source d'inspiration pour tous ceux qui consacrent aujourd'hui leur vie au maintien de la paix et de la liberté. Nos pensées doivent aller aujourd'hui également aux victimes des conflits actuels.

Ces énormes sacrifices n'ont pas été consentis en vain. La justice et la démocratie l'ont finalement emporté sur la dictature et l'agression.

La fin de la seconde guerre mondiale a créé les conditions propices à la création de l'Organisation des Nations Unies. Les pays qui se remettaient des ravages de la guerre ont renouvelé l'espoir de l'humanité dans l'avenir grâce à l'élaboration d'une nouvelle structure chargée d'encourager la coexistence et la coopération internationales. La Charte de San Francisco est un monument vivant aux leçons de la guerre.

Il en va de même de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a jeté les bases de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'Union européenne reste convaincue que, conformément au préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

«la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.»

Comme le Président de l'Assemblée générale à sa première session, l'éminent Européen Paul-Henri Spaak, l'a dit dans son discours d'investiture le 11 janvier 1946,

«Pendant de longues années, des dizaines de millions d'êtres humains ont lutté, souffert, peiné, accepté l'épreuve et les sacrifices. Ils demandent

aujourd'hui leur récompense. Cette récompense, c'est la paix, une paix juste, une paix durable. Nous devons la leur donner.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, première session, Séances plénières, 2e séance, p. 49*)

Le fléau de la guerre n'a pas été totalement éliminé. Mais l'Organisation des Nations Unies et les principes consacrés dans sa Charte sont des instruments indispensables du maintien de la paix et de la lutte en faveur des droits fondamentaux de l'homme.

L'Union européenne s'est forgée à partir de l'expérience de cette guerre et avec la volonté de ne plus jamais voir se répéter les souffrances qu'elle avait causées. L'Union européenne est aujourd'hui composée de pays qui ont lutté dans des camps opposés pendant la seconde guerre mondiale ainsi que d'autres pays qui n'ont pas participé au conflit. La plupart des États membres de l'Union ont été directement touchés par la guerre ainsi que par son corollaire, la division de l'Europe. L'existence même de l'Union européenne, sa vigueur, sa cohésion et son ouverture à de nouveaux membres sont la preuve de notre ferme détermination de faire en sorte qu'une semblable guerre ne puisse plus jamais se reproduire en Europe.

Comme l'Union européenne l'a dit solennellement à Messine le 2 juin dernier,

«L'Europe de la liberté qui a été construite après la seconde guerre mondiale a garanti à ses peuples une période sans précédent de paix, de stabilité et de prospérité.»

La Déclaration solennelle adoptée par le Conseil de l'Europe à Cannes à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies souligne combien l'Organisation des Nations Unies, dont la création fut une réponse à la tragédie de la seconde guerre mondiale, a contribué à la reconstruction de l'Europe et aidé les réfugiés du conflit.

Aujourd'hui, comme l'a fait le Conseil de l'Europe en juin dernier, nous réaffirmons solennellement notre adhésion aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, et renouvelons notre engagement au service des idéaux et de l'action de l'Organisation des Nations Unies.

L'Union européenne appuie donc pleinement le projet de déclaration qui vient d'être présenté par la Fédération de Russie à l'Assemblée générale. Les 15 pays de l'Union européenne ont activement participé à l'élaboration de ce

projet. Tous les États membres de l'Union européenne font partie des auteurs du projet de résolution qui figure dans le document A/50/L.3.

L'Union européenne espère que le projet de résolution qui accompagne la Déclaration pour la célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale sera adopté par consensus.

**M. Muller** (Îles Marshall) (*interprétation de l'anglais*) : C'est pour moi un grand honneur que de prendre aujourd'hui ici la parole au nom des Îles Marshall. Ma délégation estime qu'en cette occasion solennelle, nous devons rendre particulièrement hommage à la mémoire des millions de personnes qui ont péri pendant cette guerre dévastatrice.

Je suis ici aujourd'hui pour essayer d'attirer l'attention des délégations sur le fait que ce ne sont pas seulement les grandes puissances de l'heure qui ont participé à la guerre dans le Pacifique. Je voudrais rendre hommage à la mémoire des insulaires du Pacifique qui ont péri dans la lutte pour la liberté et la justice et contre l'oppression. À cet égard, nous nous sentons fermement solidaires des peuples qui vivent sur d'autres rives, dans des terres éloignées, et qui ont également connu des souffrances indicibles.

Des deux guerres mondiales, c'est la seconde qui a causé des souffrances épouvantables dans les Îles Marshall. Cette période a été des plus horribles, et le sang de ceux qui nous étaient chers a teinté d'un rouge vif notre océan et les eaux de nos lagons. La plupart des victimes ont été fusillées ou décapitées par les soldats d'États belligérants éloignés, qui soupçonnaient notre population d'aider l'opposition. Notre population a simplement été prise sous le feu des tirs croisés. Mon peuple a connu des épreuves particulièrement difficiles jusqu'à la fin de la guerre, étant donné que les approvisionnements se faisaient de plus en plus rares.

Toujours hantées par les horreurs de la guerre qu'elles n'avaient pas causées, nombre de personnes âgées sont restées silencieuses jusqu'à tout récemment. Elles étaient incapables de parler de cette guerre odieuse, laissant pendant toutes ces années notre jeune génération se demander quelles avaient été les pertes subies par le pays et les souffrances qu'il avait endurées; qu'est-ce qui avait réussi à maintenir la cohésion de notre peuple. S'il se peut que nous ne puissions pas pleinement comprendre la douleur que nos aînés ont connue pendant la seconde guerre mondiale, nous pouvons comprendre, dans une certaine mesure, l'impact de cette guerre grâce au récit de ceux qui étaient en mesure de nous faire part de leur expérience.

C'est en peuple appauvri et meurtri que nous avons salué notre libération. Les événements qui ont suivi, qui ont entraîné notre mise sous tutelle, ne sont pas des souvenirs que nous chérissons particulièrement. Nous n'avons toujours pas appris complètement à faire face aux résultats du programme d'essais nucléaires que l'Organisation a autorisé dans nos îles. Nous sommes maintenant à une période de notre histoire qui reflète étroitement ce qui est arrivé aux Îles Marshall. La communauté internationale semble une fois de plus vouloir rester passive face à une puissance coloniale qui, faisant étalage de sa puissance, procède à des essais nucléaires dans le Pacifique Sud. Nous ne pouvons plus permettre que cela continue.

Au moment où nous rendons hommage à la mémoire de nos compatriotes morts à la guerre, l'exemple qu'ils nous ont laissé doit nous inciter à faire en sorte que le fléau de la guerre soit à tout jamais éliminé et remplacé par la diplomatie préventive. C'est la seule façon d'aller de l'avant si nous voulons appliquer intégralement les dispositions de la Charte. L'Agenda pour la paix souligne les domaines dans lesquels nous pouvons commencer à oeuvrer aujourd'hui pour que le monde de demain soit plus sûr pour nos enfants. À cette fin, il convient de réfléchir aux succès que l'Organisation a remportés dans ses efforts de maintien de la paix et d'en réaliser de nouveaux. Nous devons également examiner et critiquer de façon constructive les échecs qu'elle a essuyés.

La communauté internationale, ayant vécu les souffrances et les douleurs provoquées par deux guerres mondiales, a choisi de créer les Nations Unies dans le but d'assurer la paix et la sécurité internationales, mission sans égale en importance et en complexité. Cet objectif doit demeurer notre principe directeur aujourd'hui et demain dans notre quête d'une paix globale dans un monde où nous travaillons tous de manière constructive, un monde libéré du besoin, de la peur et du fléau des armes nucléaires.

**M. Yelchenko** (Ukraine) (*interprétation de l'anglais*) : L'année 1995 peut à juste titre être appelée une année d'or dans le calendrier de la vie internationale. Elle marque le cinquantième anniversaire des événements qui ont joué un rôle crucial dans la formation de la structure des relations internationales et ont ouvert la voie à l'évolution future de l'humanité.

Le point de départ fut la fin de la seconde guerre mondiale. En cette lointaine année 1945, la lutte héroïque des nations éprises de liberté aboutissait à la victoire sur le fascisme et le militarisme, sur l'idéologie de la suprématie d'une nation sur l'autre. Nous sommes fiers qu'une contribution

importante à cette victoire ait été apportée, de concert avec les peuples des États alliés, par les peuples de l'ex-URSS, y compris le peuple de l'Ukraine, dont les victoires sur les champs de bataille de la grande guerre patriotique ont déterminé en fait l'issue victorieuse de la seconde guerre mondiale.

Cette grande victoire historique fut hélas obtenue au prix de lourdes pertes en vies humaines, d'incroyables souffrances et de pertes matérielles sans précédent. En témoigne le fait qu'en Ukraine, il n'existe probablement aucune famille qui n'ait été éprouvée par la tragédie globale de la guerre et la terreur de ses conséquences dévastatrices.

C'est la victoire remportée lors de la seconde guerre mondiale ainsi que la souffrance des victimes qui, apparemment, soulevèrent la question de la nécessité d'une institutionnalisation officielle des relations internationales, afin de prévenir un nouveau conflit global. À cette fin, l'Organisation des Nations Unies fut créée, en tant que moyen de mieux organiser l'ordre mondial, et en tant que source d'espérance des hommes pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde entier.

Nous devons également nous souvenir que la fin de la seconde guerre mondiale donna un élan vigoureux aux mouvements de libération nationale dans les pays d'Asie et d'Afrique, et renforça considérablement les bases de l'édification d'un nouvel ordre mondial, l'accession à l'indépendance de nombreux pays du monde en étant un élément moteur. Parallèlement, il faut évoquer l'autre aspect de la fin de la seconde guerre mondiale. Nous voulons parler de ce qu'il faut appeler la tragédie de cet événement historique : le monde s'installa dans une division bipolaire; la nasse de la guerre froide paralysa pendant longtemps le mouvement de certains pays vers la démocratie.

Aujourd'hui, nous célébrons le cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale dans des conditions historiques qualitativement nouvelles, alors que les séquelles de la guerre froide ont été pratiquement éliminées. Les États ne sont plus divisés par des barrières idéologiques. L'un des plus vastes empires du monde s'est effondré. De nouveaux États indépendants sont apparus, et nos espoirs d'accéder à une époque de paix, de prospérité, de développement et de démocratie sont devenus plus réalistes.

En examinant les 50 années qui se sont écoulées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il faut également noter les enseignements de cette grande victoire, car ils sont aujourd'hui tout à fait d'actualité. S'inspirant d'une conception philosophique du développement en spirale de

l'humanité, ils devraient devenir des axiomes pour le futur. L'une des principales leçons est la preuve qui a été faite que c'est seulement par un effort commun qu'il est possible de mettre un terme à un conflit armé qui déchire des régions, et de prévenir de nouveaux conflits. Il n'y a pas d'alternative au règlement par des moyens pacifiques des disputes naissantes et des désaccords. Nous pensons également qu'il est de notre intérêt commun de ne pas permettre la menace ou l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État quel qu'il soit. La lutte contre un certain nombre de manifestations négatives de chauvinisme, de xénophobie, d'antisémitisme et de nationalisme devrait également faire partie de nos objectifs. Il est nécessaire de mettre un terme, une fois pour toutes, à ces comportements malsains, qui propagent une attitude de mépris envers les autres peuples et les autres cultures.

Aujourd'hui, comme jamais auparavant, nous disposons de la chance unique de réaliser le rêve des vainqueurs d'il y a un demi-siècle, et de construire un système de relations internationales et de sécurité collective capable de mettre fin aux tentatives d'un quelconque agresseur de modeler la carte du monde selon ses désirs. Nous, les peuples des Nations Unies, n'avons pas le droit de laisser passer une telle possibilité.

**M. Qin Huasun** (Chine) (*interprétation du chinois*) : Il y a 50 ans, les gens épris de paix à travers le monde célébrèrent en de nombreuses langues leur grande victoire dans la guerre contre le fascisme. Aujourd'hui, en cette année du cinquantième anniversaire de cette victoire, nous devons particulièrement nous souvenir des martyrs qui donnèrent leur précieuse vie pour la paix et les victimes innocentes de la guerre.

La guerre mondiale menée contre le fascisme il y a un demi-siècle avait pour but de déterminer le destin de l'humanité; c'était aussi une bataille décisive dans l'histoire de l'humanité entre la justice et le mal, la lumière et l'obscurité, les forces progressistes et les forces réactionnaires. Face à cette guerre d'agression lancée par les fascistes, tous les peuples épris de paix dans le monde, indépendamment de leur race, de leur couleur, de leur religion ou de leur système social, ont forgé un front uni international antifasciste dans un esprit d'unité sans précédent et, se soutenant les uns les autres dans leur haine commune de l'ennemi, ont mené un puissant combat international antifasciste pour sauver la paix et défendre la justice.

Sur le front occidental, de la bataille de Stalingrad à celle d'El-Alamein, et du débarquement en Normandie à la

prise de Berlin, l'Union soviétique, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France menèrent, sur tous les champs de bataille, une lutte sans merci contre les fascistes allemands. En particulier, les peuples de l'ex-Union soviétique, qui perdit 27 millions de citoyens, firent d'énormes sacrifices et contribuèrent grandement à la victoire.

À l'Est, les peuples de la Chine et d'autres pays asiatiques ont lutté contre les agresseurs japonais dans le même esprit héroïque de sacrifice. La Chine a été la plus grande victime de la guerre d'agression lancée par les militaristes japonais. En tant que principal théâtre des opérations de la guerre antifasciste en Asie, la Chine résista et neutralisa plus des deux tiers de la totalité des forces terrestres japonaises, au prix de plus de 35 millions de victimes militaires et civiles. En persistant dans une guerre de résistance âpre et difficile contre le Japon pendant huit longues années, en étroite coopération avec les forces alliées de l'Union soviétique et des États-Unis, le peuple chinois écrasa les ambitions hégémoniques des militaristes japonais, et contribua ainsi de façon inoubliable à la victoire dans la guerre mondiale contre le fascisme.

La victoire remportée dans la guerre menée contre le fascisme a jeté les fondations de la paix mondiale, ouvert la voie à la libération nationale et promu le progrès de l'homme, dressant un édifice dans l'évolution de la civilisation mondiale. On pourrait dire que la Charte des Nations Unies signée il y a 50 ans est gravée sur cet édifice.

Des changements draconiens ont eu lieu au cours des années, et l'histoire a prouvé qu'elle était le matériel d'enseignement le plus éclatant. La guerre d'agression lancée par les fascistes a débouché sur d'énormes calamités pour l'humanité. Elle a également été un enseignement pour les peuples du monde. Alors que nous sommes sur le point d'aborder le XXI<sup>e</sup> siècle nous nous tournons vers le passé avec des souvenirs douloureux et des joies comme celles que provoquent le succès, mais, plus encore, avec une profonde réflexion.

Le passé, quand on ne l'oublie pas, sert de guide pour l'avenir. Pour s'engager sur la route du développement pacifique, il est impérieux que nous comprenions et abordions l'histoire comme il convient. Le fascisme a imposé de grandes peines à l'humanité. Cet épisode ne devra jamais être oublié et encore moins altéré. En examinant l'histoire, il faut non pas se laisser influencer par les victoires du passé, mais au contraire tirer la leçon de l'histoire en vue de développer et d'élargir les forces de la paix, de contrôler et d'éliminer tous les facteurs de guerre et d'éviter la récurrence des tragédies.

Pour établir et, en tant qu'importante base politique, développer des relations amicales entre les États, il faut adapter une approche favorable de l'histoire de l'agression et y réfléchir profondément. Nous sommes vivement préoccupés par les remarques tendant à nier l'histoire de l'agression, voire à embellir les guerres d'agression et la domination coloniale, que l'on a entendues à maintes reprises de la bouche de certaines personnes dans ce pays d'Asie qui devrait être tenu pour responsable du déclenchement de la guerre. Il faut espérer que le pays concerné n'oubliera pas la leçon de l'histoire et qu'il continuera à suivre la voie d'un développement pacifique afin de gagner la compréhension et la confiance des peuples d'Asie et du monde entier.

L'holocauste de deux guerres mondiales survenues au cours de ce siècle ayant prélevé un lourd tribut, les peuples en sont venus à comprendre combien la paix est précieuse. Le peuple chinois, qui a souffert énormément du fléau de l'agression et de la guerre, est encore plus conscient du fait que l'instauration de la paix n'est pas chose aisée. Alors qu'un nouveau siècle approche, il faut réfléchir profondément à la grande importance que revêt la paix. Seule la paix peut apporter à l'homme le développement et le progrès. La stabilité et la prospérité d'un pays exigent un climat international pacifique et, pour être maintenue, un monde pacifique a besoin de l'aide conjointe des peuples de tous les pays. Pour être maintenues, la paix a besoin que chacun obéisse aux normes qui régissent les relations internationales, comme le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un État, la non-agression mutuelle, la non-ingérence dans les affaires internes des autres pays, l'égalité et, conformément à la Charte, l'avantage mutuel ainsi que la coexistence pacifique et la création d'un nouvel ordre politique et économique international qui soit juste et équitable. Le recours à l'hégémonie et au pouvoir politique dans les affaires internationales ne pourra qu'entraîner de nouvelles frictions dans la situation internationale ou régionale ou encore aggraver les conflits existants, posant ainsi une nouvelle menace à la stabilité et à la paix mondiale et régionale.

L'histoire a montré à maintes reprises que les différences qui existent dans les systèmes sociaux et les idéologies ne sont pas des facteurs qui mènent inévitablement à la guerre. Bien au contraire : les pays ayant des systèmes sociaux différents peuvent s'unir et s'entraider lorsqu'ils ont à faire face à un ennemi commun et à un défi commun. Aujourd'hui, les peuples partout dans le monde sont liés par le même destin et doivent faire face à la tâche ardue de maintenir la paix dans le monde et de promouvoir un développement commun. L'esprit d'unité qui a présidé il y a 50 ans devrait prévaloir aujourd'hui afin de faciliter

l'instauration d'un XXI<sup>e</sup> siècle harmonieux et prospère qui se fonde sur le respect de chacun, la recherche d'un terrain d'entente qui écarte les différends, des relations amicales et la promotion d'un développement commun. C'est là le meilleur moyen de chérir la mémoire des innocentes victimes de la seconde guerre mondiale et de ceux qui ont sacrifié leur vie pour la cause de la justice et de la paix.

Poursuivant une politique étrangère indépendante favorable à la paix, la Chine est depuis longtemps attachée à la noble cause de la paix et du développement. Elle est prête à oeuvrer avec tous les autres peuples du monde pour éliminer à tout jamais le fléau de la guerre et pour construire un monde merveilleux de paix durable et de développement commun.

**M. Maruyama** (Japon) (*interprétation de l'anglais*) : L'année 1995 est véritablement une année historique, qui marque le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, seule organisation universelle dédiée à la paix et à la coopération internationale, de même que la fin de la seconde guerre mondiale — la plus destructrice dans l'histoire de l'humanité. En commémorant cet événement, il importe d'étudier sérieusement les leçons que l'histoire nous enseigne et de réaffirmer notre attachement à la réalisation d'une paix et d'une prospérité durables conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies. Il importe en particulier de souligner que les États Membres ont unanimement décidé que l'année 1995 devait être consacrée à la mémoire des dizaines de millions de victimes de la seconde guerre mondiale.

En vertu de la déclaration pour la célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, quatre tâches très importantes nous sont confiées. Premièrement, tous les États sont invités

«à réaffirmer leur engagement de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.» [A/50/L.3, *annexe, par. 5 a*)]

Je souhaite réaffirmer que le Japon est déterminé à ne jamais renoncer à son attachement à l'instauration d'un monde de paix et de prospérité et qu'il s'abstiendra de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, ce que lui interdit d'ailleurs sa constitution.

Deuxièmement, les États sont également invités

«À redoubler d'efforts pour mettre un terme à tous les conflits et préserver les générations futures du fléau de nouvelles guerres et de la haine raciale, notamment en tirant des enseignements des conflits passés;» [*Ibid.*, par.5 b)]

Dans ce contexte, le Japon se félicite du récent accord de cessez-le-feu intervenu en Bosnie-Herzégovine et lance un appel aux parties au conflit pour qu'elles exercent la plus grande réserve.

Troisièmement, les États sont invités

«À promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, ainsi que l'accès de tous à la culture;» [*Ibid.*, par. 5 c)]

Il importe que les États se conforment à cette demande fondamentale, ce qui leur permettra de poursuivre des politiques étrangères modérées, valides et appropriées.

Enfin, mais pas moins important, les États sont invités

«À s'attacher à créer des conditions propices au progrès général de l'humanité, dans le cadre d'une liberté accrue.» [*Ibid.*, par. 5 d)]

À cette fin, le Japon ne ménagera aucun effort pour remédier à la pauvreté et à l'analphabétisme et pour promouvoir la santé publique et le bien-être, notamment dans les pays en développement.

La création de l'Organisation des Nations Unies avait pour objectif essentiel de préserver les générations futures du fléau de la guerre. En faisant progresser les valeurs universelles consacrées dans la Charte, elle est véritablement devenue une organisation internationale qui encourage les relations pacifiques et de coopération entre États. Se penchant sur le passé avec de profonds remords, le Japon, en tant qu'État Membre conscient de ses responsabilités, s'est sincèrement efforcé de favoriser les buts et les principes de l'Organisation des Nations Unies.

Bien que les Nations Unies aient souvent été paralysées par l'affrontement Est-Ouest qui a dominé les 50 dernières années, les nouvelles conditions internationales de l'après guerre froide offrent à l'Organisation des Nations Unies et à tous ses Membres de nouvelles occasions de réaliser les objectifs stipulés dans la Charte. On attend donc de l'ONU qu'elle joue un rôle plus actif dans les efforts déployés pour atteindre la paix et la prospérité interna-

tionales et pour instaurer un nouvel ordre international dans le siècle à venir.

À cette fin, tous les États Membres doivent conjuguer leurs efforts pour réformer l'Organisation afin de la mettre en mesure de répondre aux attentes et aux demandes toujours croissantes de la communauté internationale. La réforme du Conseil de sécurité pour accroître son efficacité et sa légitimité est particulièrement importante. Le Japon s'est engagé à participer activement à la réforme de l'Organisation et entend jouer un rôle positif au sein de la nouvelle Organisation des Nations Unies.

Pour terminer, je tiens à remercier la Fédération de Russie de l'initiative qu'elle a prise de faire figurer ce point à l'ordre du jour. Ma délégation l'appuie chaleureusement et s'est portée coauteur du projet de résolution dont l'Assemblée est maintenant saisie. Je suis sûr qu'il sera adopté par consensus.

Le Japon attend de la célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale qu'elle ouvre une ère nouvelle de relations de coopération pacifique entre toutes les nations du monde réunies autour d'une Organisation des Nations Unies solide.

**M. Sychou** (Biélorus) (*interprétation du russe*) : Plus s'éloignent les événements de ces 50 dernières années, y compris la fin de la seconde guerre mondiale, plus il faut se poser la question de savoir quel enseignement l'humanité en a tiré. L'Assemblée générale qui, à sa dernière session a adopté à l'unanimité une résolution intitulée «Célébration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale», dont le Biélorus est l'un des auteurs, a proclamé cette année l'Année internationale du souvenir des victimes de la seconde guerre mondiale. Il s'agit d'une importante question dans les travaux de l'Assemblée générale aujourd'hui.

Tous les Membres de l'Organisation doivent s'unir pour éliminer les conflits armés existants et pour éviter de tels conflits à l'avenir. Ils doivent aider à régler les conflits entre les pays par des moyens pacifiques et renforcer le rôle et l'efficacité de l'ONU en tant qu'élément central du système de sécurité collective et qu'instrument de promotion de la paix et de la sécurité internationales.

La seconde guerre mondiale était l'aboutissement d'une lutte que se livraient des États particulièrement puissants pour maintenir leurs sphères d'influence et leur domination. Sous prétexte de protéger les droits de leurs compatriotes et de se rendre maîtres de nouveaux territoires

«barbares», ils ont occupé des pays entiers. La haine raciale a conduit à un «nouvel ordre mondial» qui, à son tour, a signifié la souffrance et la mort pour des centaines de millions de personnes.

La guerre a entraîné dans son sillage mortel le territoire de 40 États et les trois quarts de la population de la planète. Elle a détruit d'immenses ressources matérielles que l'humanité avait acquises au cours de plusieurs siècles. Des villes entières ont disparu de la face de la terre; des centres culturels, des monuments architecturaux ont été anéantis ainsi que des oeuvres d'art et des oeuvres littéraires. En fait, l'avenir même de l'humanité a été menacé d'extermination. La guerre a prélevé un lourd tribut en ressources humaines et en souffrances. Toute une génération a été littéralement engloutie par le Moloch de la guerre. Le monde s'est complètement métamorphosé et le bien le plus précieux — la vie humaine — a perdu toute valeur.

En même temps, toutefois, des millions de personnes ont pensé à l'avenir et sacrifié leur vie dans la lutte menée contre l'agresseur, afin de protéger leur patrie et de défendre la paix et la sécurité d'autres peuples. Il ne pouvait en être autrement, car chaque personne a le droit de vivre sur cette terre quelles que soient sa nationalité, la couleur de sa peau ou sa religion. Mais trop élevé a été le prix payé pour ce droit. Une personne sur quatre au Bélarus lui a sacrifié sa vie.

Le bon sens et la solidarité humaine ont triomphé de la barbarie, et c'est ainsi que la civilisation mondiale a été sauvée. La seconde guerre mondiale a fait prendre conscience qu'un effort collectif était nécessaire pour défendre la paix et éviter l'agression et la guerre. Le fait de focaliser l'attention sur cette occasion particulièrement importante — l'anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale — est un hommage rendu aux millions de personnes qui sont mortes sur les champs de bataille. Alors que nous entrons dans le XXI<sup>e</sup> siècle — le troisième millénaire —, nous avons le devoir moral envers les générations futures de créer un monde nouveau et de nous souvenir de l'amère expérience dont a eu à souffrir la civilisation humaine afin que ces horreurs demeurent consignées dans les livres d'histoire et ne réapparaissent jamais dans la vie réelle.

La Charte des Nations Unies traduit les enseignements fondamentaux que les peuples ont tirés de l'expérience de la seconde guerre mondiale. Mais une analyse objective et profonde est nécessaire pour découvrir les raisons qui ont pu provoquer une tragédie d'une telle ampleur. Les dangers du chaos et l'imprévisibilité des affaires internationales

aujourd'hui, le déclenchement éventuel de nouveaux conflits, les dures et amères expériences du passé, le souvenir d'une génération sacrifiée, sont autant de problèmes qui exigent de la communauté internationale qu'elle s'efforce d'éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationales, d'éviter les conflits armés et de régler les différends par des moyens pacifiques. Cela revêt une importance particulière dans notre siècle nucléaire.

Est-il vrai qu'il n'y a plus de conflits armés dans le monde? La réponse est plus qu'évidente. Lorsque l'ONU a atteint son quarantième anniversaire, les statistiques étaient bien sombres : il y avait eu 161 conflits armés pendant la période allant de 1945 à 1985; près de la moitié des 172 États de la communauté internationale, à savoir 44 %, avaient participé au moins une fois à un conflit armé.

Ces quatre dernières décennies, la paix a régné sur la terre pendant seulement 26 jours, le nombre des victimes de guerres se situant entre 25 et 35 millions. C'est triste mais vrai. Aujourd'hui encore, dans diverses parties du monde, l'écho d'une époque antérieure déclenche des conflits locaux. Nous n'avons pas encore trouvé de recette pour libérer le monde des conflits armés.

La menace d'éclatement d'une guerre nucléaire, avec tous les scénarios cauchemardesques et apocalyptiques d'hiver nucléaire et d'Armageddon nucléaire dont elle est assortie, s'est relativement atténuée aujourd'hui. En même temps, il existe un danger croissant de voir des conflits armés éclater en raison de la persistance de déséquilibres économiques, politiques, territoriaux, ethniques, religieux et autres dans les relations entre États.

L'Europe joue un rôle particulier dans le monde, la physionomie de l'Europe aujourd'hui est très différente. Des processus politiques intégrationnistes sont à l'oeuvre, et les systèmes économiques convergent. Après avoir instauré des conditions politiques favorables à l'atténuation de la menace militaire et au renforcement de la stabilité par des moyens pacifiques, nous nous efforçons maintenant d'appliquer le principe de niveau minimal de nécessité défensive.

Néanmoins, ce qui était censé être une Europe prospère se transforme de plus en plus en une zone d'instabilité socio-économique, militaire et politique, et l'on voit resurgir d'anciens conflits régionaux par suite des changements survenus en Europe orientale. Des complications ont surgi dans de nombreuses régions de l'ex-Union soviétique, et d'innombrables conflits déchirent l'Afrique. Malgré quelques succès, nous n'avons toujours pas trouvé de solution au problème du Moyen-Orient. Dans tous ces conflits, les

premières victimes sont les êtres humains; le développement de la civilisation humaine est effectivement menacé.

Dans ce contexte, la situation au Bélarus est unique du point de vue du maintien de la stabilité en Europe. Notre pays, qui a émergé des événements vertigineux qui se sont produits au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui est l'un des Membres fondateurs de l'ONU, n'a aucune revendication territoriale à adresser à ses voisins et ces derniers n'en ont aucune non plus à opposer au Bélarus. Notre pays a évité tout conflit religieux ou national d'importance avec les États voisins, et le Bélarus a l'intention de maintenir le statu quo dans sa politique extérieure et il continue de préconiser une telle politique sur la scène internationale.

Ainsi, une coexistence sensée et une politique favorable au bien commun ne sont pas seulement des possibilités : ce sont des réalités. Mais la question demeure : Pourquoi, après avoir fait de réels progrès dans de nombreux domaines scientifiques et technologiques, l'humanité n'a-t-elle pas été capable de trouver une solution aux problèmes sociaux, politiques et économiques sans causer d'effusion de sang? Il serait naïf d'espérer une réponse simple à cette question. Toutefois, l'ONU ne doit pas se limiter à faire une déclaration comme celle qu'elle adoptera aujourd'hui, qui est néanmoins nécessaire et opportune, ou à tenir une réunion solennelle en mémoire des victimes de la seconde guerre mondiale. Nous avons à remplir une tâche pour laquelle des millions de personnes de nationalités diverses ont versé leur sang : épargner aux générations futures le fléau de la guerre. Il n'existe pas d'objectif plus noble que pourraient viser tous les Membres de l'ONU.

Enfin, nous appuyons la proposition faite pour que le projet de résolution commémorant la fin de la seconde guerre mondiale soit adopté par consensus ici aujourd'hui.

**M. Inderfurth** (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Il y a 50 ans, le monde a célébré la fin du conflit le plus destructeur dans l'histoire de l'humanité. Nous saluons tous ceux qui ont servi la cause de la liberté et honorons tous ceux qui ont fait le sacrifice suprême pour l'avènement d'un monde meilleur. La meilleure façon d'honorer ceux qui sont morts il y a 50 ans consiste à nous dévouer à nouveau aujourd'hui pour la même cause.

Nous rendons hommage aux victimes de la haine raciale et ethnique, notamment à ceux qui ont péri dans les camps de la mort et pendant l'holocauste. Nous n'oublierons jamais leurs souffrances; nous honorons leur mémoire.

Nous exprimons nos remerciements pour les bienfaits de la démocratie, de la justice, de la paix et de la prospérité. Nous sommes conscients que la tyrannie et l'intolérance ont fait place à l'espoir et à la réconciliation dans de nombreuses parties du monde, mais nous savons également que nous devons persévérer pour relever les défis qui nous attendent encore si nous voulons instaurer la liberté, la démocratie, la primauté du droit et l'égalité des chances pour les futures générations.

Alors que nous nous rappelons les réalisations du passé, nous devons aussi orienter notre regard vers l'avenir. Nous réaffirmons notre engagement en faveur des principes et des valeurs de la Charte. Nous avons créé l'ONU pour épargner aux générations successives le fléau de la guerre. Nous appelons tous les États à s'efforcer de pratiquer la tolérance, de promouvoir la paix et la sécurité internationales, de créer les conditions permettant une liberté accrue et de réformer et renforcer l'ONU pour qu'elle puisse relever les nouveaux défis transnationaux. Dans cet esprit, rappelons-nous tous les paroles que S. S. le pape Jean-Paul II a prononcées dans cette salle il y a deux semaines :

«avec l'aide de la grâce de Dieu, nous pouvons construire dans le siècle qui est sur le point d'arriver et pour le prochain millénaire une civilisation digne de la personne humaine, une vraie culture de la liberté. ... Et, en le faisant, nous pourrions nous rendre compte que les larmes de ce siècle ont préparé la voie d'un nouveau printemps de l'esprit humain.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Séances plénières, 20e séance, p. 6*)

De fait, notre voie aujourd'hui a été bien préparée. Comme l'a dit le Président Clinton lors de la cérémonie qui a eu lieu à San Francisco pour la commémoration du cinquantième anniversaire de la Charte des Nations Unies :

«Le défi de l'instauration d'une paix adéquate et durable est entre nos mains et le succès est à notre portée.»

**M. Yaacobi** (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : D'emblée, j'aimerais exprimer notre reconnaissance à la Fédération de Russie pour avoir pris l'initiative de soumettre cette question à l'Assemblée générale. Israël a donné son appui à l'initiative russe pour commémorer le cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Nous en avons l'obligation morale, non seulement à l'égard des soldats qui ont péri, des victimes civiles et des anciens combattants honorés, mais aussi des générations futures. Les enseignements tirés de la seconde guerre



mondiale sont éternels : les maux du racisme, les dangers de la capitulation face au despotisme, la faillite de l'apaisement et la force de la sagesse politique et du courage.

Je suis né en terre d'Israël, mais mes parents sont venus d'Europe, où ils ont tous deux laissé derrière eux une famille nombreuse. Pendant la seconde guerre mondiale, plus de 50 membres de ma famille, y compris deux de mes grands-parents, ont été exterminés par les nazis. Pendant mon enfance en Israël, je me suis souvent demandé ce que j'avais manqué du fait de n'avoir pu connaître la plus grande partie de ma famille. En vieillissant, j'ai compris que, si mes parents n'avaient pas quitté l'Europe à ce moment-là, il ne fait aucun doute que leur sort aurait été identique à celui qu'a connu leur famille respective.

Mais les survivants de la guerre ont des histoires plus amères à raconter. Nombre d'entre eux n'ont pas eu la chance de connaître leurs parents, leurs frères et soeurs, leurs enfants.

Pour l'État d'Israël, on ne peut se souvenir de la seconde guerre mondiale sans se souvenir de l'holocauste — l'élimination systématique de 6 millions de juifs, dont 1,5 million d'enfants, par les nazis.

La guerre a décimé une culture et une civilisation européennes qui s'étaient enrichies pendant des siècles. La guerre a ébranlé le monde entier. Pendant les 12 années de leur règne de terreur, les nazis s'en sont pris avec un acharnement particulier au peuple juif. Elie Wiesel l'a dit mieux que quiconque :

«Toutes les victimes n'étaient pas des juifs. Mais tous les juifs étaient des victimes.»

Pendant toutes ces années, les juifs d'Europe ont été déshumanisés et finalement anéantis. Ils ont d'abord été privés de tous leurs droits et de leur dignité, regroupés dans des ghettos et séparés de leurs compatriotes. La famine et la maladie menaçaient chaque ghetto juif. La mort les visitait quotidiennement.

Alors que la guerre en Europe se prolongeait, les nazis ont entrepris leur «solution finale au problème juif». Des camps de concentration et des camps de la mort furent ouverts dans toute l'Europe occupée. C'est dans ces camps que les nazis ont tenté d'anéantir le peuple juif tout entier. Mais les nazis ont échoué dans leur objectif final, qui était d'éliminer le peuple juif de la communauté des nations. Cependant, les années écoulées entre 1939 et 1945 ont marqué la destruction de la vie juive en Europe centrale et en Europe de l'Est. Deux tiers des juifs d'Europe ont été

supprimés de façon intégrale et systématique. Des communautés où la culture et l'esprit abondaient et où le commerce et la science florissaient, des communautés qui ont donné au monde Franz Kafka, Albert Einstein, Martin Buber, Primo Levi et Karl Marx, ont été détruites.

Mais l'holocauste n'est pas seulement l'histoire de la mort de 6 millions de nos frères et soeurs. C'est aussi une histoire de courage et d'héroïsme du peuple juif face à l'horreur. De nombreux juifs ont choisi de résister aux nazis : dans les forêts avec les partisans, dans le ghetto de Varsovie, dans le camp de la mort de Treblinka et dans d'innombrables autres lieux. Des juifs condamnés à mort et dont le seul crime était d'être nés juifs ont fait face à leurs bourreaux et choisi de mourir au combat, avec dignité.

Des soldats juifs ont participé à la lutte contre les nazis. Partout où des partisans se battaient, des juifs se battaient à leurs côtés : en Pologne, en Russie, en France, en Yougoslavie. Les juifs de la Palestine sous mandat ont combattu fièrement dans la brigade juive de l'armée britannique. Ceux qui étaient citoyens de pays alliés ont combattu en tant que Russes, Américains, Britanniques, Français, Australiens, et ainsi de suite.

Pour moi, c'est une obligation morale que de mentionner les individus courageux qui ont risqué leur propre vie pour sauver celle des autres, juifs et non-juifs. Schindler n'était pas le seul. Il y avait des justes en Hollande, au Danemark, en Suède, en Norvège, en France, en Pologne, en Italie et dans d'autres pays.

Lorsque le cauchemar a pris fin et que les Nazis ont été vaincus, c'est l'espoir d'une souveraineté juive qui a soutenu les survivants de la brutalité nazie. À la fin de la guerre, les alliés victorieux se sont fixé pour objectif admirable la création d'un organe international attaché à la cause de la paix et de la sécurité internationales et à l'établissement d'une société juste. Leurs efforts ont eu pour résultat l'Organisation des Nations Unies, qui célèbre aujourd'hui son cinquantième anniversaire.

Moins de trois ans après l'arrêt des chambres à gaz, l'ONU a adopté la résolution sur le partage de la Palestine. Cette décision a mené directement à la naissance de l'État d'Israël, en mai 1948. Depuis lors, Israël est devenu la patrie de centaines de milliers de survivants de l'holocauste et de leurs descendants. L'État d'Israël est devenu un havre pour les juifs qui fuyaient la persécution dans le monde entier.

Parfois, je pense que si Israël avait existé avant la seconde guerre mondiale, beaucoup de personnes qui ont péri auraient pu être sauvées.

Nous avons tous une dette d'honneur et de gratitude envers les nations qui ont combattu pour mettre fin à la guerre, pour libérer les pays occupés et pour rendre l'espoir aux peuples et aux nations du monde. Ce fut leur heure la plus glorieuse. J'espère que nous agirons tous avec décence de manière à honorer la mémoire des millions de gens qui ont perdu la vie pour sauver les autres, pour sauver l'humanité. Il nous incombe à tous de nous souvenir des leçons de la seconde guerre mondiale et de l'holocauste : le prix de l'impuissance et les démons de la haine et du racisme. Aujourd'hui, alors que nous marquons la victoire du bien sur le mal, de la démocratie sur la dictature, le spectre du radicalisme, du racisme et de la haine plane toujours au-dessus de nos têtes.

Aujourd'hui, les États Membres de l'ONU ont pour obligation de bâtir un monde fondé sur la tolérance et le respect mutuel. Nous ne devons pas relâcher nos efforts dans notre lutte contre la pauvreté et le désespoir, qui engendrent l'intégrisme et la haine. Nos efforts doivent aboutir.

**M. Azwai** (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Célébrer la période de 50 ans qui s'est écoulée depuis la fin de la seconde guerre mondiale est certes une occasion importante pour faire une pause et réfléchir. C'est une occasion pour imprégner nos esprits de paix et de tolérance et pour s'inspirer de cet esprit dans notre conduite quotidienne. C'est cet esprit qui a triomphé, il y a 50 ans, sur les forces du mal, de l'agression et de l'occupation. Des forces qui ont précipité l'humanité dans son ensemble dans la tourmente d'une guerre totale qui a anéanti des villages, détruit des villes, brûlé des forêts et des fermes et qui a coûté la vie à des millions de gens. Une guerre qui a causé une dévastation dont de nombreux peuples continuent de pâtir jusqu'à ce jour.

La leçon de la seconde guerre mondiale a été très cruelle et amère. Les expériences horribles subies par l'humanité au cours de cette guerre devraient toujours rester vivaces dans notre esprit. Ma délégation pense que célébrer cette occasion, qui coïncide avec le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, revêt en effet une grande signification historique, parce que cela nous offre une possibilité de faire, à nouveau, le bilan des événements du passé et d'en tirer des leçons que nous pouvons utiliser pour faire face aux problèmes de la situation mondiale actuelle, situation dans laquelle de nombreux

peuples subissent toujours le joug du colonialisme et aspirent à exercer leur droit à l'autodétermination.

En fait, le monde contemporain est toujours assailli de multiples dangers qui, sous la forme de problèmes économiques et sociaux, continuent de menacer la stabilité de la majorité des peuples. Notre monde est aussi aux prises avec de nombreux conflits et de nombreuses tensions sur le plan régional, qui déstabilisent la sécurité de beaucoup de régions. Ces différends et ces tensions sont aggravés par l'existence et la prolifération des armes nucléaires, qui menacent la vie partout sur la planète Terre.

Un des événements historiques les plus importants de l'après-seconde guerre mondiale a été la création de l'ONU en tant qu'instance consacrée au maintien de la paix et de la sécurité internationales, à l'application de l'état de droit, au règlement des différends et des crises par des moyens pacifiques, et à la promotion des relations d'amitié et de la coexistence pacifique entre les États. Nous, peuples du monde qui avons placé nos espoirs dans l'ONU pour assurer notre sécurité et maintenir notre indépendance, devrions à cette occasion réaffirmer notre engagement constant envers les buts et objectifs de l'ONU, parce que c'est là la seule garantie de protection contre les ambitions de certains pays qui ignorent le principe de la pleine égalité souveraine des États et cherchent à se servir des organes de l'ONU pour arriver à leurs fins égoïstes. Cette tendance peut être observée entre autres dans la propension de ces organes à imposer des mesures punitives à l'encontre de divers peuples, non pas pour obtenir qu'ils se conforment à des exigences précises, comme le prétendent ces États, mais afin d'atteindre des objectifs prémédités. Voilà sans aucun doute une tendance dangereuse lorsqu'on veut régler des différends entre les États. Pis encore, ces États insistent pour garder les peuples concernés en otage par ces sanctions, en maintenant celles-ci le plus longtemps possible, sans tenir compte de leur conséquences tragiques sur le plan humain et de leurs incidences économiques et sociales négatives.

Nous demandons instamment à tous les petits pays qui sont représentés ici de s'entendre le plus rapidement possible sur l'introduction d'une réforme radicale qui ferait de l'ONU ce que les peuples qui ont été victimes du fléau de la guerre et du colonialisme voulaient qu'elle soit. Nous ne devrions pas continuer de permettre qu'une poignée de grandes puissances domine l'ONU et qu'elles l'exploitent à leurs propres fins.

Bien que la seconde guerre mondiale ait pris fin avec le retrait des armées du théâtre des opérations militaires et le silence des canons, nous en subissons encore les graves

conséquences. Ces conséquences sont à la base de l'arriération de nombreux peuples dont l'état est dû aux horreurs qui leur ont été infligées et à la dévastation que leurs pays ont subie et continuent de subir en raison des millions de mines qui ont été semées dans leur sol par les armées des puissances en guerre qui avaient livré bataille sur leurs territoires. Ces mines n'ont cessé à ce jour de réclamer quotidiennement des victimes innocentes et, partant, de gêner les efforts de développement économique et social.

Le peuple libyen fait partie des peuples qui ont souffert et qui continuent de souffrir des séquelles de la guerre. En effet, le territoire de la Libye a été, durant la seconde guerre mondiale, le théâtre des opérations pour les armées des alliés et des puissances de l'Axe. Lorsque les armées en guerre se sont retirées, elles ont laissé derrière elles des centaines de tonnes de débris de guerre, en particulier des mines qui ont été plantées dans nos fermes et dans nos déserts. Pendant les 50 dernières années, ces mines ont continué de tuer nos citoyens innocents. Les statistiques disponibles montrent que ces mines ont fait des centaines de morts et des milliers d'handicapés permanents. À plusieurs occasions, mon pays a demandé aux puissances concernées de nous fournir l'information appropriée qui nous permettrait de localiser les champs de mines et de nous aider à procéder au déminage.

Aujourd'hui, je souhaite renouveler, par l'intermédiaire de cette Assemblée, notre requête aux pays responsables de la pose de ces mines pour qu'ils se conforment aux résolutions de cette Assemblée et d'autres instances internationales telles que l'Organisation de la Conférence islamique et le Mouvement des non-alignés. Ces résolutions demandent aux pays concernés de fournir l'information nécessaire sur ces mines et d'autres types de débris de guerre, de fournir une aide technique pour procéder à leur enlèvement et de verser des compensations pour les dommages qu'ils ont causés.

Les événements de la seconde guerre mondiale sont maintenant de l'histoire ancienne. Ce qu'il importe de faire aujourd'hui, c'est de considérer la situation internationale qui a prévalu après la guerre et d'examiner les séquelles de cette guerre. L'histoire montre qu'avant et après une guerre, beaucoup de peuples sont victimes de l'agression, de la domination et du colonialisme, et que cette situation dure souvent des centaines d'années. Maintenant que les manifestations du colonialisme et de la domination étrangère sont sur le point de disparaître à jamais, le moins que les peuples colonisés seraient en droit d'exiger, c'est que les puissances colonialistes leur offrent des excuses pour l'agression, la persécution et le traitement dégradant qu'ils leur ont infligés.

Les anciennes puissances coloniales devraient dédommager équitablement ces peuples de les avoir piller, de façon que le colonialisme, avec ses actes consécutifs d'agression, de domination, d'occupation et d'exploitation, disparaisse à jamais.

**M. Velliste** (Estonie) (*interprétation de l'anglais*) : L'année 1995 marque le cinquantième anniversaire de la fin des hostilités de la seconde guerre mondiale. Des dizaines de millions de gens ont perdu la vie dans cette guerre : des soldats et des civils, des hommes, des femmes et des enfants. Le souvenir de l'holocauste restera à jamais un avertissement à l'humanité contre les actes commis par les idéologies totalitaires et racistes et les sociétés privées de contrôle démocratique. Aujourd'hui, nous rappelons le souvenir de toutes les victimes de la guerre.

La fin de la seconde guerre mondiale a entraîné les conditions nécessaires à la création de l'ONU. Les pays se redressant de la guerre dévastatrice ont renouvelé leur espoir en l'avenir. Malgré le fait que, même aujourd'hui, des actes de violence et des effusions de sang sont commis avec cynisme dans de nombreuses régions du monde, nous ne pouvons sous-estimer ce qui a été fait par l'Organisation pour ouvrir la voie à un monde plus pacifique. L'instauration d'une communauté basée sur de nouveaux principes — l'ONU — a été l'un des résultats les plus remarquables de la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est en 1991 que la République d'Estonie, qui avait déjà été membre de la Société des Nations, a finalement été en mesure d'entrer à l'Organisation, en déclarant sa totale adhésion aux buts et principes de la Charte. L'objectif de l'Estonie est l'instauration de relations normales et productives avec tous les pays. La paix durable ne peut être assurée que par une coopération amicale et mutuellement digne de confiance entre les États, sur la base du respect de normes et de principes reconnus internationalement.

Maintenant que 50 années se sont écoulées, le monde a pris suffisamment de distance pour permettre une évaluation honnête du passé. L'héritage de la seconde guerre mondiale inclut, entre autres choses, un chapitre séparé pour certains pays, y compris le mien, l'Estonie, qui a été confronté aux conséquences de cette guerre dévastatrice pendant des décennies. Pour l'Estonie, la seconde guerre mondiale n'a vraiment pris fin que le 31 août 1994 — l'année dernière — lorsque le dernier soldat étranger a quitté le sol estonien. Un an plus tard, le 26 septembre de cette année, le dernier vestige de la longue occupation, la centrale nucléaire de Paldiski, a été démantelé. Les fantômes du passé sont disparus. Après 50 ans — toute la

vie d'une génération —, l'Estonie peut poursuivre la voie de la démocratie, interrompue en raison de la collusion entre Staline et Hitler.

La meilleure façon de rendre hommage à ceux qui sont morts durant les hostilités est d'éviter d'autres confrontations et de renforcer les relations amicales entre les États. Les conflits ont souvent une longue histoire de menaces ouvertes ou dissimulées, de méfiance et de revendications agressives. L'Estonie demande à tous les États de ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'autres États. Le monde de l'après guerre froide ne peut laisser de place à des concepts tels celui de la «proximité extérieure» ou celui de «zones d'influence» à des tentatives d'une nouvelle division du monde, à des «intérêts géopolitiques légitimes» ou au droit à la «protection armée des compatriotes» dans les territoires d'États voisins. Les pays devraient s'efforcer d'éviter les actions portant atteinte aux objectifs de la Charte des Nations Unies.

Cinquante années semblent une période suffisante pour permettre aux blessures de se cicatriser et de mettre à jour la vérité si longtemps étouffée. Nous avons donc pu noter que cette année, un certain nombre de pays ont pris des mesures significatives, comme la création d'un fonds de compensation pour les victimes, la reconnaissance d'erreurs du passé, ou la présentation d'excuses pour une agression. Toutes ces mesures aident à cicatriser les anciennes blessures et renforcent les relations entre les nations.

Je voudrais conclure en exprimant la conviction qu'ensemble, nous continuerons à promouvoir la paix et la stabilité internationales. Pour sa part, l'Estonie continuera sa politique d'engagement positif, et demande à tous les États de faire de même.

**M. Wlosowicz** (Pologne) (*interprétation de l'anglais*) : Il y a 50 ans, la seconde guerre mondiale prenait fin. Ce fut de loin la guerre la plus dévastatrice de l'histoire du monde. Pour la Pologne, sa première victime, la guerre a duré très longtemps : cinq ans, huit mois et huit jours. Mon pays a été particulièrement et gravement affecté par les atrocités de la guerre, mais le bilan a été très lourd pour toutes les nations. Des millions de personnes y ont péri.

Les questions concernant cette partie de l'histoire du monde continueront de se poser à nous. Nous ne cesserons jamais de nous demander comment l'holocauste fut possible; nous ne cesserons jamais de nous demander comment la guerre générale fut possible.

La seconde guerre mondiale s'est terminée par une victoire dont, malheureusement, le peuple polonais n'a pu retirer tous les bénéfices, vu que ce n'est que 50 ans après la Conférence de Yalta que nous avons atteint l'objectif pour lequel les Polonais s'étaient battus à l'appel du devoir : un État libre et souverain dans une Europe nouvelle et démocratique. Ainsi, ce n'est que récemment que la Pologne, ainsi que d'autres États de la partie orientale de l'Europe, ont atteint la voie menant à l'intégration au sein d'une Europe libre.

Au cours de la guerre la plus dévastatrice, une réflexion intense et des efforts considérables furent consacrés à la paix ainsi qu'aux moyens de faire durer la paix. Les peuples et les États, conscients de leur tragique expérience, ont cherché de façon désespérée un ordre mondial libéré une fois pour toutes de la guerre et des souffrances.

Il y a 50 ans, les nations du monde ont signé la Charte des Nations Unies. Ils se fixèrent alors quatre objectifs : paix, égalité, justice et développement. Mais alors, l'ONU signifiait surtout espoir et conviction que grâce aux efforts et à la sagesse de tous, nous ferions du monde un lieu pacifique pour y vivre.

L'an dernier, la Pologne a lancé une initiative cherchant à supprimer de la Charte la référence aux «États ennemis». Nous sommes convaincus que la réussite de cette initiative deviendrait un symbole de la voie vers la paix que nous avons empruntée.

Pour nous, la notion même d'«ennemi» doit disparaître de notre vocabulaire et de notre pensée et elle doit être remplacée par une appréciation sincère de la véritable valeur du travail en commun. Les enseignements de la seconde guerre mondiale doivent nous protéger des atrocités inhérentes aux guerres. Et même si nous n'avons pas pu écarter le mot «guerre» du langage des relations internationales d'aujourd'hui, nous ne devons perdre ni notre espoir, ni notre conviction. Il nous faut redoubler d'efforts pour promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Dans le même temps, il ne faut jamais tenir tout pour acquis. Il ne faut jamais se complaire dans la satisfaction de soi.

Il nous faut nous incliner et rendre hommage à toutes les victimes de la seconde guerre mondiale et à leurs familles encore éprouvées. Il nous faut nous souvenir aussi de

ceux qui ont péri au cours des guerres qui ont eu lieu depuis lors, ainsi que de leurs familles éprouvées.

La délégation polonaise renouvelle son soutien au projet de résolution dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui, soutien que nous avons déjà exprimé en nous associant à la déclaration faite aujourd'hui par l'Union européenne.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur pour le débat sur ce point.

Nous allons à présent passer au projet de résolution A/50/L.3.

Avant que nous prenions une décision sur le projet de résolution, je donne la parole au représentant d'Israël qui désire expliquer sa position à cet égard.

**M. Yaacobi** (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Le peuple juif ne pourra jamais oublier l'énormité de l'holocauste. L'État d'Israël, en tant que Foyer national juif, a une obligation particulière de se souvenir, une obligation à la mémoire des 6 millions de juifs qui ont fini dans le cimetière européen, et une obligation à l'égard des survivants qui ont refait leur vie en Israël et ailleurs.

Ce projet de résolution ne mentionne pas l'holocauste, mais je dois le faire, pour les 6 millions de personnes dont la voix a été à jamais réduite au silence, pour le peuple juif, pour l'État d'Israël, et pour les générations futures.

De ce fait, Israël ne peut parrainer cette résolution. Toutefois, nous ne demanderons pas de vote.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le seul orateur ayant demandé à intervenir pour expliquer sa position.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/50/L.3.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/50/L.3.

*Le projet de résolution est adopté (résolution 50/5).*

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant de la France a demandé à exercer son droit de réponse. Je lui donne la parole.

**M. Gausso** (France) : La délégation des Îles Marshall a évoqué à nouveau aujourd'hui la question des essais nucléaires, bien que celle-ci ne corresponde nullement au point de l'ordre du jour examiné ce matin. Elle a mentionné notamment les essais réalisés dans le Pacifique par «une puissance coloniale» (*supra*, p. 11).

Je ne reviendrai pas sur le caractère dénué de tout fondement des accusations portées à propos de ces ultimes essais. La délégation française a déjà eu l'occasion, à plusieurs reprises, de réfuter les assertions de certains États à ce sujet. Mais la France, qui est une puissance souveraine chez elle dans le Pacifique et qui a été intégrée à ce titre dans certains organes de coopération régionale, ne peut accepter l'utilisation, par surcroît hors de contexte, d'un qualificatif injurieux et qui revient à nier la légitimité de sa présence dans cette partie du monde.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Bien que le Président de l'Assemblée générale n'ait pas le droit de vote, je voudrais m'associer à la célébration solennelle du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale et ajouter ma voix à celles des différents orateurs qui ont rendu hommage aux victimes de cette guerre et se sont engagés à promouvoir la paix de par le monde.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 36 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 12 h 30.*